

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA
CT
VÉLIZY

04 mars 2019

Algérie, la colère sociale

Malgré les centaines de milliers de manifestants depuis deux semaines dans toute l'Algérie, contre la candidature d'Abdelaziz Bouteflika pour un cinquième mandat à la présidence de l'Algérie, celle-ci a été maintenue. Les porte-paroles du président algérien (lui-même n'étant plus en état de parler) ont annoncé qu'il promettait de ne pas terminer son mandat et d'organiser prochainement une nouvelle présidentielle où il ne se présenterait pas.

Ce « élisez-moi, je vous promets que vous n'en aurez plus pour très longtemps », n'est qu'une piètre reculade face à l'ampleur des manifestations en Algérie, à Paris ou Marseille aussi. Pas de quoi éteindre la colère. Dès dimanche soir, des manifestants étaient à nouveau dans les rues d'Alger. Car derrière le « non au cinquième mandat » c'est bien plus qu'une contestation politique du régime qui s'exprime : c'est une profonde colère sociale.

Ce dérisoire recul de Bouteflika et son clan ne s'adresse qu'à leur monde : celui des concurrents pour le pouvoir, celui de ceux qui rêvent de lui succéder : généraux de l'armée, l'ossature du pouvoir en Algérie, ou représentants directs de cette poignée de grands patrons algériens richissimes qui ont bâti leurs fortunes à l'ombre de l'État. Un monde qui est périodiquement secoué par les révélations sur sa corruption : suite interminable de scandales et règlements de comptes entre cliques politiques et affairistes.

Le chantage à l'ordre

Face à la contestation populaire, le régime ne cesse de brandir, comme argument ultime, la nécessité de l'ordre que maintiendrait l'armée, sans lequel le pays pourrait sombrer à nouveau dans le chaos des années 1990. Ces dix années de guerre entre l'armée et les groupes islamistes qui avaient suivi la révolte sociale d'octobre 1988 et contribué à l'étouffer – au prix de 150 000 morts. Même le secrétaire général de la confédération syndicale officielle, l'UGTA, y est allé de cette menace, contre les manifestants : « *Vous voulez revenir aux jours de sang et de larmes, et des maisons incendiées ?* ».

Quant à Emmanuel Macron, il s'est fait discret, évitant le moindre soutien aux manifestants et souhaitant uniquement que le pouvoir fort existant en Algérie contre les travailleurs et les jeunes se survive, derrière Bouteflika ou un autre de son acabit. Car pour Macron, le retour à l'ordre – même sous forme de dictature – est la condition de la préservation de bien des intérêts d'investisseurs français dans le pays.

La guerre contre les pauvres

L'explosion sociale d'octobre 1988, qui avait ébranlé le régime, était la conséquence directe des politiques d'austérité imposée à l'Algérie non seulement par sa couche de dirigeants arrivistes mais aussi et surtout par les plans de restructuration économique imposés par le FMI (Fonds monétaire international), au nom des intérêts des grandes puissances et de leurs banques, pour faire payer au peuple algérien les intérêts de la dette de leur État. Après quelques années où le cours élevé du prix du pétrole sur le marché mondial a permis au régime de Bouteflika de desserrer un peu l'étau, on revient au serrage de ceinture.

L'effondrement du cours de pétrole, fruit des concurrences d'intérêts entre grands trust mondiaux, provoque à nouveau une crise dont la population pauvre est victime, par le chômage, surtout des jeunes (28 % de chômeurs parmi les travailleurs de moins de 25 ans) et par l'inflation qui a rogné tous les salaires.

L'espoir vient des jeunes

La colère sociale en Algérie est loin de se limiter au seul problème électoral, ou au dégoût que suscite la candidature d'un homme dont tout le monde sait qu'il n'est plus en état de gouverner. C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase.

La jeunesse algérienne est en première ligne de la révolte sociale. Un espoir et un encouragement pour tous les travailleurs et les jeunes qui dans le monde, du Venezuela à la France des Gilets jaunes, n'en peuvent plus de la misère et de l'arbitraire.

Trois pour le prix d'une

Ce lundi, ce ne sont pas moins de 3 évacuations d'affilée qu'ont subies les salariés situés aux bâtiments 80Bis et 80Ter, qui ont eu la « joie » de sortir se rafraîchir à chaque alarme incendie. « L'efficiency boost » de notre chère direction s'est transformée en « efficiency loose » le temps d'un après midi... et plus s'ils ne trouvent pas la panne !

Les femmes mises à l'index

Les entreprises de plus de 1000 salariés devaient publier avant le 1^{er} mars leur index de l'égalité femmes-hommes. Une note sur 100 et PSA qui se retrouve dans le « vert » avec un index à 89... donc circulez il n'y a rien à faire !

On ne connaît pas tout le détail de la notation mais comme la plupart des indicateurs se basent sur les écarts salariaux entre les femmes et les hommes, ce « bon » résultat ne manquera pas de servir de prétexte pour ne rien changer à la situation : restez moins payées mesdames !

8 mars : journée internationale de lutte des femmes

L'opération de com' du gouvernement avec son index ne masque pas l'inégalité évidente : en moyenne les salaires des femmes sont inférieurs de 26 % à ceux des hommes. Les raisons de se mobiliser le 8 mars ne manquent pas : les combats des femmes sont contre une société faite de trop d'inégalités et d'injustices. Sur les ronds-points et mobilisations de Gilets jaunes, les femmes sont bien présentes, leur place est bien aux premières lignes de la contestation.

Super profits pour super radins

PSA annonce autour de 2 900 € de prime d'intéressement et de participation, et 600 € de prime Gilet jaune. Mais on n'est pas naïfs : la prime Gilet jaune (défiscalisée pour les patrons), PSA l'a piquée sur nos augmentations, tout comme les primes d'intéressement et de participation.

Une prime c'est temporaire, ça va, ça vient, ça peut disparaître d'une année à l'autre, et surtout ça ne sert pas dans le calcul de la retraite. Si PSA nous donne ces primes c'est pour ne pas augmenter nos salaires de base. PSA annonce 2,8 milliards de profits, un record, + 47 % par rapport à l'année précédente ! Exigeons notre vraie part, revendiquons une augmentation d'au moins 400 € mensuels du salaire de base !

Ils nous montrent la voie

Si la direction pensait que ses annonces sur les salaires allaient passer comme une lettre à la poste, elle s'est fourrée le doigt dans l'œil : sur les sites de

Valenciennes, Sevelnord, Metz-Borny, Charleville ou encore Poissy, des débrayages et des rassemblements ont réuni la semaine dernière des centaines de nos collègues. Ils réclament de vraies augmentations de salaire et ils ont bien raison !

Plus c'est gros, plus ça passe

Tavares a piqué une grosse colère dans le Figaro pour dénoncer le « diktat » et la « Violence avec un V majuscule » de l'Europe contre l'industrie automobile. Rien que ça ! Dans son viseur, une loi du Parlement européen qui assigne un objectif de 40% de réduction des émissions de gaz à effet de serre à horizon 2030. Cette réglementation conduirait selon Tavares à la destruction de centaines de milliers d'emploi dans le secteur automobile.

Le chantage à l'emploi pour justifier leur destruction de la planète, on connaît la musique de la part des grandes entreprises comme PSA.

Une sortie d'autant plus hypocrite quand dans le même temps PSA fait des ventes et des profits record... ce qui n'empêche pas la direction de fermer des sites et de supprimer des emplois !

D'un côté, la soif de profit des actionnaires, de l'autre, la planète et nos emplois, voilà la vraie alternative.

PSA : un vautour plane sur l'argent public

Le journal Le Parisien a révélé que la région Île-de-France dirigée par Valérie Pécresse était prête à donner 100 millions d'euros d'aide à PSA. Pierre Bédier le président du conseil départemental parle lui de verser encore 10 millions d'euros à PSA... Tous ces politiciens déroulent le tapis rouge à PSA et distribuent, sans aucune contrepartie sur le maintien des sites et des emplois, l'argent de nos impôts à des actionnaires multimilliardaires... qui décident de fermer 2 usines en 3 mois (PSA Saint-Ouen et PSA Hérimoncourt), suppriment des milliers d'emplois et bloquent nos salaires. À vomir.

Ford : Ils ont osé

La direction de Ford Blanquefort, près de Bordeaux a refusé l'offre de reprise de Punch Powerglide. Ford a osé déclarer que l'offre de reprise n'offrait pas de garantie pour l'emploi, Punch ne s'engageant à conserver que la moitié des emplois. Alors qu'avec Ford tous les salariés sont virés !

Un foutage de gueule en bonne et due forme qui souligne ce que valent les lois comme la Loi Florange. Ford a été obligé de lancer 3 mails et une annonce sur Le bon coin pour faire semblant de trouver un repreneur mais en ayant toujours en tête l'intention de fermer la boîte.